

C'est pour cette raison, monsieur le Président, que les emplois permanents deviennent maintenant disponibles pour plus de Canadiens et de Canadiennes. C'est un étrange contraste avec la politique boîteuse des programmes de Canada au travail développés par l'ancien régime. Comme nous l'avions promis au cours de l'année 1984, chaque jeudi soir plus de Canadiens et de Canadiennes reçoivent leurs chèques de paie.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LA CRÉATION D'EMPLOIS EN ONTARIO

M. Alan Redway (York-Est): Depuis que le parti progressiste conservateur a accédé au pouvoir à Ottawa, monsieur le Président, l'économie de l'Ontario est en plein essor.

Depuis septembre 1984, quelque 305,000 emplois ont été créés dans cette province. Le taux de chômage y est tombé de 9.5 à 6.8 p. 100, et le nombre des travailleurs en chômage a baissé de 114,000.

La valeur des permis de construction délivrés en 1985, de 33.8 p. 100 supérieure à celle de 1984, a atteint 2.1 milliards de dollars. Les permis de construction délivrés au cours des deux premiers mois de cette année ont accusé une hausse de 60 p. 100 par rapport à la période correspondante en 1985, et de 76 p. 100 comparé à la même période en 1984.

Les ventes aux consommateurs ont augmenté de 9 p. 100 depuis un an et de 15 p. 100 depuis les élections de septembre 1984.

Les investissements ont augmenté de 14 p. 100, alors que le nombre des nouvelles mises en chantier a augmenté de 35 p. 100. Les faillites ont baissé de 15 p. 100.

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. Soixante secondes.

M. Redway: Les choses ne sont peut-être pas parfaites encore, mais les perspectives semblent excellentes en Ontario.

* * *

LE LOGEMENT

LA PÉNURIE DANS LE GRAND TORONTO

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, une étude récente a révélé la pénurie extrême de logements à coût modique dans le Grand Toronto, où l'on estime que des dizaines de milliers de personnes vivent dans des logements inférieurs aux normes et souvent surpeuplés.

Quatre-vingt-quinze mille locataires du Grand Toronto arrivent tout juste à payer leur loyer; 20,000 personnes attendent un logement subventionné et 175,000 locataires qui travaillent consacrent 25 p. 100 ou plus de leur revenu au loyer et aux services. Pourtant, entre 1981 et 1985, presque 9,000 logements locatifs ont disparu à Toronto, pour être convertis en maisons unifamiliales pour les plus riches.

Les plus durement touchés par cette crise sont les personnes âgées, les familles monoparentales, les petits salariés, les étudiants et les handicapés. Il est effrayant que de telles conditions puissent exister aujourd'hui au Canada. Encore plus alarmant est le silence que garde le gouvernement, malgré la

Questions orales

situation critique de ceux qui ont besoin dès maintenant d'un logement raisonnable à coût modique. Le parti conservateur continue à négliger ce secteur. Il le fait à ses risques et péril et au dépens de notre ordre socio-économique puisque la crise a aussi contribué à augmenter sensiblement les cas de séparation, de violence familiale, de problèmes psychiatriques et de prostitution des adolescents, ainsi qu'à allonger les files d'attente aux centres de secours alimentaire.

M. le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Soixante secondes.

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES EXPORTATIONS DE BOIS—LA LETTRE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Je voudrais poser une question au très honorable premier ministre. Afin d'inciter le Sénat américain à se prononcer en faveur de l'ouverture de négociations sur le libre-échange, le président des États-Unis a écrit une lettre au sénateur Packwood de l'Orégon. Voici ce qu'il disait dans cette lettre à propos du problème des résineux:

J'ai l'intention de pousser à une solution rapide de ce problème indépendamment des négociations globales. Si nous n'y parvenons pas dans le cadre de négociations bilatérales, je prendrai les mesures nécessaires pour résoudre ce problème conformément au droit américain.

Le premier ministre a-t-il téléphoné au président des États-Unis à propos de cette entente qu'il a conclue avec le sénateur Packwood et d'autres sénateurs, et lui a-t-il dit que cette position est inacceptable étant donné le caractère global de nos négociations avec les États-Unis?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Non, monsieur le Président, je n'ai pas téléphoné au président, mais il connaît mon opinion, celle du secrétaire d'État et celle du gouvernement sur cette question. Nous espérons bien que ces négociations vont nous servir à résoudre un certain nombre de difficultés en suspens. Il faudra résoudre des conflits persistants, et nous y travaillons aussi.

LA MENACE D'IMPOSER DES DROITS COMPENSATEURS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, nous constatons que le gouvernement du Canada a fait passer son intérêt, à savoir l'obtention du consentement du comité sénatorial des finances, avant l'intérêt de l'industrie canadienne du résineux. Pourquoi le premier ministre a-t-il sacrifié une industrie représentant 3 milliards de dollars et a-t-il ainsi permis à l'industrie américaine, implicitement appuyée par le président des États-Unis, d'essayer de faire imposer des droits compensateurs en vertu du droit américain?

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je tiens à affirmer à la Chambre que le gouvernement fera tout ce qu'il pourra pour s'opposer à cette tentative. Je tiens à ce que la Chambre comprenne bien que si nous avons besoin de cette entente canado-américaine, c'est précisément pour empêcher ce genre de chose à l'avenir. Je ne